

Centrafrique/Coopération

Aide de 91 milliards de francs et livraison d'armes de Paris

AFP  
Bangui/Centrafrique

Annnonce faite hier à Bangui par le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, alors que la Russie est de plus en plus présente dans le pays.

LA France va accorder à la Centrafrique une aide de 24 millions d'euros (91,7 milliards de francs) et livrer des armes à ce pays en proie à la violence et à l'instabilité, a annoncé hier à Bangui le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

"La France souhaite continuer son partenariat historique avec la République centrafricaine", a déclaré M. Le Drian au cours d'une conférence de presse à Bangui après avoir rencontré le président Faustin-Archange Touadéra.

Dans cet esprit, M. Le Drian a signé des conventions d'aide de 24 millions d'euros en 2018 pour contribuer notamment à des paiements d'arriérés de salaires et de retraites, développer les territoires proches du Cameroun touchés par d'importants déplacements de populations et installer des ponts afin de désenclaver plusieurs régions.

Le chef de la diplomatie française a également annoncé que Paris allait

"bientôt livrer des armes" à Bangui, en l'occurrence 1 400 fusils d'assaut destinés à équiper les Forces armées centrafricaines (Faca).

"Nous le faisons dans le cadre strict, respectueux et transparent des Nations unies, dans une transparence totale, à la fois sur l'origine, sur l'acheminement, et sur la livraison", a affirmé M. Le Drian. Il se serait selon lui "absurde de former des militaires et de ne pas leur donner, à la suite, les moyens d'assurer leurs fonctions".

Interrogé par l'AFP et Radio France internationale (RFI), le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Charles Armel Doubane, a estimé qu'il "était temps que la France se décide à mettre à disposition des Faca, dans le cadre effectivement strict des engagements internationaux, (...) ces fusils d'assaut, et nous nous en réjouissons".

Afin de rétablir la paix en Centrafrique, M. Le Drian a réaffirmé la position française, à savoir qu'"il n'y a pas d'alternative à l'initiative africaine de paix".

"Il faut maintenant mettre en œuvre" et "il ne s'agit plus maintenant que de volonté politique et que d'un seul sujet, la sécurité et le bien être de la République centrafricaine", a-t-il dit. "Ceux qui ont d'autres pen-



Photo : AFP

Champagne ! La Centrafrique - dont le président Faustin-Archange Touadéra échange les toasts avec le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian - va bénéficier d'une aide importante de la part de Paris.

sées, ceux qui ont d'autres agendas devront en faire les frais", a-t-il mis en garde.

**MEDIATION PARALLELE.** La médiation de l'Union africaine (UA) lancée en juillet 2017 et soutenue par l'Onu ainsi que par les principaux partenaires de la Centrafrique est critiquée par des diplomates et des observateurs pour sa lenteur et son manque d'efficacité.

Une médiation parallèle a été initiée par la Russie, de plus en plus présente en Centrafrique. Depuis le début de l'année, la Russie a envoyé dans ce

pays cinq officiers militaires et 170 instructeurs civils (des mercenaires selon certains experts) et livré des armes à l'armée nationale après avoir obtenu une exemption à l'embargo de l'Onu.

"La République centrafricaine n'est pas dans une situation de division manichéenne, où il y a des bons ou des méchants", a affirmé M. Doubane. "Ce qui est important pour nous, c'est quelles sont les valeurs communes que nous partageons avec les Etats, quels sont les enjeux de paix et de sécurité en Centrafrique, et comment ensemble, on peut

mutualiser les moyens", a-t-il ajouté.

Depuis 2013, la quasi-totalité du territoire centrafricain vit sous la coupe de groupes armés, dans un pays de 4,5 millions d'habitants classé parmi les plus pauvres au monde mais riche en diamants, or et uranium.

A la veille de l'arrivée de M. Le Drian à Bangui, des affrontements entre groupes armés, mercredi à Batangafo, dans le nord de la Centrafrique, ont obligé "plus de 10 000 personnes" à se réfugier à l'hôpital de la ville, selon Médecins sans frontières (MSF).

L'Afrique en bref

• **Egypte/Attentat.** 7 morts dans une attaque contre un bus de fidèles coptes



Photo : AFP

Sept fidèles chrétiens coptes ont été tués hier en Egypte quand des hommes armés ont ouvert le feu sur le bus dans lequel ils voyageaient à Minya (centre), a indiqué l'évêque de la province joint au téléphone par l'AFP. L'attentat a été revendiqué par le groupe Etat islamique (EI).

• **Nigeria/Troubles.** Répression sanglante : l'armée cite Trump

L'armée nigérienne, qui a tiré à balles réelles sur des manifestants chiites cette semaine suscitant la préoccupation de Washington, a repris à son compte hier des propos de Donald Trump justifiant l'usage de la force armée sur des migrants jetant des pierres.

• **RDCongo/Politique.** 18 militants pro-démocratie arrêtés à Kinshasa

Dix-huit militants d'un mouvement pro-démocratie interpellés jeudi à Kinshasa ont été déferés hier devant un parquet en République démocratique du Congo, a-t-on appris auprès de leur organisation.

• **Tchad/Troubles.** Six morts dans un camp de réfugiés soudanais

Six réfugiés soudanais sont morts et une dizaine d'autres ont été blessés mercredi lors d'une rixe dans le camp de réfugiés de Brédjing, dans l'est du Tchad, a indiqué hier à l'AFP une ONG travaillant sur place.

• **Tunisie-Italie/Diplomatie.** Les deux chefs de gouvernement discutent immigration



Photo : AFP

L'immigration clandestine vers l'Europe était au cœur de la rencontre hier à Tunis du chef du gouvernement italien Giuseppe Conte avec son homologue tunisien Youssef Chahed, qui a annoncé que plus de 9 000 personnes avaient tenté de quitter illégalement les côtes tunisiennes depuis janvier.

Soudan du Sud/Conflit

Les anciens porte-parole et conseiller de Machar libérés

AFP  
Juba/Soudan du Sud

Un geste présenté comme un gage de bonne volonté dans le cadre du processus de paix.

LES autorités sud-soudanaises ont libéré hier l'ancien porte-parole et un ex-conseiller sud-africain du chef de la rébellion Riek Machar, qui étaient condamnés à mort, un geste présenté comme un gage de bonne volonté dans le cadre du processus de paix.

L'ancien porte-parole de la rébellion, James Gatdet, et William John Endley, un ancien colonel sud-africain à la retraite et ex-conseiller de M. Machar, avait été condamnés à mort en février par un tribunal de Juba pour trahison et conspiration en vue de renverser le gouvernement.

L'annonce de leur prochaine remise en liberté avait été faite mercredi par le président Salva Kiir lors d'une cérémonie à Juba célébrant la signature en sep-

tembre d'un nouvel accord de paix et à laquelle M. Machar avait pris part. Ce dernier était revenu pour une journée dans la capitale, pour la première fois en plus de deux ans.

"Nous sommes là pour appliquer les ordres du président et libérer ces deux gars", a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Michael Chiengjek, à la prison nationale de Juba.

"Leur libération entre dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix", a-t-il ajouté, affirmant qu'ils étaient "maintenant libres". M. Endley devait être expulsé dès hier vers l'Afrique du Sud, et M. Gatdet devait se rendre à Khartoum, où réside pour l'instant M. Machar.

James Gatdet avait fui son pays et avait obtenu le statut de réfugié au Kenya, d'où il avait néanmoins été expulsé vers le Soudan du Sud en novembre 2016, en violation du droit international.

"Je veux exprimer mon bonheur d'être à nouveau libre après deux années en détention", a-t-il déclaré, souriant dans sa tenue orange



Photo : AFP

William John Endley et James Gatdet, l'ex-conseiller et l'ancien porte-parole du chef de la rébellion Riek Machar, sont désormais libres.

de prisonnier, comme M. Endley.

Ce dernier avait été engagé en 2016 comme conseiller par M. Machar, pour apporter son expertise technique notamment à l'intégration alors prévue des forces rebelles dans l'armée nationale.

L'ancien militaire avait été arrêté en août 2016 à l'aéroport de Juba, quelques semaines après de violents combats dans la capitale

entre les troupes de MM. Kiir et Machar, qui avaient forcé ce dernier à fuir le pays.

Deux ans et demi à peine après son indépendance, le Soudan du Sud a sombré dans la guerre civile en décembre 2013 à Juba, lorsque M. Kiir, un Dinka, a accusé M. Machar, son ancien vice-président, de l'ethnie nuer, de fomenter un coup d'État.

Le conflit, marqué par des

atrocités à caractère ethnique, a fait plus de 380 000 morts selon une étude récente, et poussé plus de quatre millions de Sud-soudanais, soit près d'un tiers de la population, à s'enfuir. Un accord de paix a été signé le 12 septembre à Addis Abeba, mais de nombreux observateurs restent sceptiques sur la capacité de MM. Kiir et Machar, qui doit redevenir vice-président, à travailler ensemble.